



# PRESTATION DE SERVICE DE SÉCURITÉ POUR LE PÔLE DES LANGUES ET CIVILISATIONS

*Cahier des clauses administratives particulières (CCAP)*

Gestion des marchés publics

Version : 24 juillet 2023



## CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

|   |   |
|---|---|
| Numéro de la consultation   | C2023-05  |
| Intitulé de la consultation   | Prestation de service de sécurité pour le Pôle des langues et civilisations   |
| Objet de la consultation  | Le présent marché a pour objet : • la prestation de service de sécurité réglementaire composé de trois SSIAP du Pôle des langues et civilisations, ERP de première catégorie sis 65 rue des Grands Moulins, 75013 PARIS, comprenant également la gestion du SSI de catégorie A, et de l'unité centralisée des issues de secours (UGCIS) ; • les premiers secours aux usagers du site ; • des tâches annexes de veilles, de rondes et d'alertes permettant de garantir la sécurité des biens et des personnes, ainsi que la sûreté du site, 24h sur 24, 365 jours par an ; • le contrôle visuel des sacs et bagages par un agent de sécurité dédié, à l'entrée du site aux heures d'ouverture au public. |
| Catégorie   | Services  |
| Code CPV principal  | 75240000-0 Services de sécurité et d'ordre public   |
| Nomenclature des achats   | BC.01 Services de gardiennage et de sécurité  |
| Allotissement   | Sans objet  |
| Procédure de passation  | Procédure adaptée   |
| Articles du Code de la commande publique en application desquels le contrat est passé | Article R2123-1 3°. Le marché est passé en procédure adaptée en raison de son objet. Articles R2162-2, R2162-13 et R2162-14. Le marché constitue partiellement un accord-cadre à bons de commande.  |
| Date limite de remise des plis  | Le vendredi 15 septembre 2023 à 17h30.  |
| Adresse de l'appel d'offre sur le profil d'acheteur                                   | <a href="https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=Entreprise.EntrepriseAdvancedSearch&amp;AllCons&amp;id=2324259&amp;orgAcronyme=f2h">https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=Entreprise.EntrepriseAdvancedSearch&amp;AllCons&amp;id=2324259&amp;orgAcronyme=f2h</a>   |

Le présent CCAP comporte 13 pages.

## TABLE DES MATIÈRES

|   |    |
|---|----|
| 1 POUVOIR ADJUDICATEUR.....   | 4  |
| 2 OBJET DU MARCHÉ.....  | 4  |
| 3 ÉLECTION DE DOMICILE.....   | 4  |
| 4 DOCUMENTS RÉGISSANT LE MARCHÉ.....  | 4  |
| 5 DURÉE DU MARCHÉ.....  | 4  |
| 6 PRIX.....   | 5  |
| 7 AJUSTEMENT DES PRIX.....  | 5  |
| 8 CONDITIONS PARTICULIÈRES D'EXÉCUTION.....   | 5  |
| 8.1 SOUS-TRAITANCE.....   | 5  |
| 8.2 REPRÉSENTATION DES PARTIES.....   | 6  |
| 8.3 FORME DES NOTIFICATIONS ET INFORMATIONS.....  | 6  |
| 8.4 DÉMARRAGE DE LA PRESTATION AU FORFAIT.....  | 6  |
| 8.5 ÉMISSION DES BONS DE COMMANDE.....  | 6  |
| 8.6 CONTENU DU BON DE COMMANDE.....   | 6  |
| 8.7 RÉSILIATION D'UN BON DE COMMANDE.....   | 7  |
| 8.8 PRESTATIONS SIMILAIRES.....   | 7  |
| 8.9 MODIFICATIONS DU CONTRAT.....   | 7  |
| 9 ATTESTATION D'EXÉCUTION, VÉRIFICATION ET ADMISSION.....                                     | 7  |
| 9.1 VÉRIFICATION ET ADMISSION.....  | 7  |
| 9.2 PERTES ET AVARIES.....  | 7  |
| 10 PÉNALITÉS.....   | 7  |
| 10.1 PÉNALITÉS DE RETARD.....   | 7  |
| 10.2 PÉNALITÉS POUR INFRACTIONS.....  | 7  |
| 11 RÉGLEMENTATION — NORMALISATION.....  | 8  |
| 12 ASSURANCES.....  | 9  |
| 12.1 RESPONSABILITÉ GÉNÉRALE DU TITULAIRE.....  | 9  |
| 12.2 RESPONSABILITÉ DU TITULAIRE À L'ÉGARD DES MATÉRIELS OBJETS D'UN BON DE COMMANDE.....     | 9  |
| 13 PROTECTION DE LA MAIN-D'ŒUVRE ET CONDITIONS DE TRAVAIL.....                                | 9  |
| 14 MODALITÉS DE RÈGLEMENT.....  | 10 |
| 14.1 CALENDRIER DE PAIEMENTS.....   | 10 |
| 14.2 AVANCE.....  | 10 |
| 14.3 ACOMPTES.....  | 10 |
| 14.4 RETENUE DE GARANTIE.....   | 10 |
| 14.5 DEMANDES DE PAIEMENT POUR LES PRESTATIONS.....   | 10 |
| 14.6 PAIEMENT.....  | 11 |
| 14.7 RETARD DE PAIEMENT.....  | 12 |
| 14.8 STIPULATIONS APPLICABLES AUX GROUPEMENTS.....  | 12 |
| 15 CESSIION OU NANTISSEMENT.....  | 12 |
| 16 STIPULATIONS RELATIVES À L'APPLICATION DES CONDITIONS GÉNÉRALES DE VENTE DU TITULAIRE..... | 12 |
| 17 RÉSILIATION DU MARCHÉ.....   | 12 |
| 18 LITIGES.....   | 12 |
| 19 DÉROGATION AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX.....   | 13 |

#### ARTICLE 1. POUVOIR ADJUDICATEUR

---

Le marché est passé par :

GIP BULAC (Bibliothèque des langues et civilisations)  
65 rue des Grands Moulins  
75013 PARIS

+33 1 81 69 18 00 – [www.bulac.fr](http://www.bulac.fr) – [contact@bulac.fr](mailto:contact@bulac.fr)

Il est passé dans le cadre de la convention de groupement de commandes permanent du 17 décembre 2014 réunissant la BULAC et l'Inalco pour tous les motifs de dépenses liés à l'occupation commune du bâtiment du Pôle des langues et civilisations.

La BULAC coordonne la passation du marché et assure son exécution pour les membres du groupement. Le titulaire facture chaque membre du groupement pour la part qui lui revient selon les modalités décrites au présent CCAP.

#### ARTICLE 2. OBJET DU MARCHÉ

---

Le présent marché a pour objet :

- la prestation de service de sécurité réglementaire du Pôle des langues et civilisations, ERP de première catégorie sis 65 rue des Grands Moulins, 75013 PARIS, comprenant également la gestion du SSI de catégorie A, et de l'unité centralisée des issues de secours (UGCIS) ;
- les premiers secours aux usagers du site ;
- des tâches annexes de veilles, de rondes et d'alertes permettant de garantir la sécurité des biens et des personnes, ainsi que la sûreté du site, 24h sur 24, 365 jours par an ;
- le contrôle visuel des sacs et bagages par un agent de sécurité dédié, à l'entrée du site aux heures d'ouverture au public.

#### ARTICLE 3. ÉLECTION DE DOMICILE

---

Tous les documents relatifs au présent marché, destinés au titulaire, sont adressés au domicile élu figurant sur la partie B de l'acte d'engagement.

En cas de modification de domicile élu, le titulaire en avertit l'administration par lettre recommandée avec avis de réception postal.

#### ARTICLE 4. DOCUMENTS RÉGISSANT LE MARCHÉ

---

Le marché est soumis au Code de la commande publique.

Les documents contractuels régissant le marché sont, dans l'ordre de priorité décroissant :

- l'acte d'engagement et ses annexes dont la liste est fixée en partie C de l'acte d'engagement ;
  - le présent cahier des clauses administratives particulières ;
  - le cahier des clauses techniques particulières ;
  - le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de fournitures courantes et de services (CCAG-FCS), approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 ;
  - les bons de commande dont le contenu figure à l'article 8.6 du présent CCAP.
- Le mémoire technique du titulaire.

Cet article déroge à l'article 4 du CCAG-FCS.

#### ARTICLE 5. DURÉE DU MARCHÉ

---

Le présent marché est conclu pour une durée d'un (1) an à compter du lundi 4 novembre 2019. Il peut être reconduit trois (3) fois pour une même durée d'un an, pour une durée maximale de quatre (4) ans.

La reconduction est tacite. Si l'administration décidait de ne pas reconduire le marché, le titulaire en serait averti par courrier avec accusé de réception au plus tard deux mois avant l'expiration de la période en cours d'exécution.

Sans préjudice des dispositions des articles 38 et suivants du CCAG-FCS, le marché peut être dénoncé par l'administration à tout moment avec préavis de trois mois. Cette dénonciation est effectuée par lettre recommandée avec avis de réception postal.

La dénonciation n'ouvre droit à aucune indemnité au titulaire.

Les commandes émises avant la date d'effet de la dénonciation du marché demeurent exécutoires.

Cet article déroge à l'article 38 du CCAG-FCS.

#### ARTICLE 6. PRIX

---

Les prix et leur contenu figurent en annexe à la partie C de l'acte d'engagement. Ils sont réputés complets. Ils comprennent tous les frais engagés par le titulaire pour l'exécution de la prestation (déplacements, hébergement, etc.).

#### ARTICLE 7. AJUSTEMENT DES PRIX

---

Les prix facturés seront fermes pendant les 12 premiers mois d'exécution. Les prix figurant dans les annexes financières à l'acte d'engagement sont réputés établis aux conditions économiques du mois de décembre 2023. Ce mois est appelé mois zéro (M0).

En cas de reconduction, les prix seront révisibles annuellement, sur demande du titulaire.

Sauf disposition législative ou réglementaire contraire, les prix sont limités à la hausse selon la formule de révision suivante :

$$P = P_0 \times (0,125 + 0,875 S / S_0)$$

P = prix révisé

P0 = prix initial

S = valeur de l'indice intitulé : *Indice mensuel du coût horaire du travail révisé – Salaires et charges – Tous salariés – Services administratifs, soutien (NAF rév. 2 section N) – Base 100 en décembre 2008* – <https://www.insee.fr/fr/statistiques/serie/001565196> : dernier connu au moment de la révision.

S0 = même indice au mois de base M0 d'établissement du prix.

Le titulaire du marché informe l'administration de l'entrée en vigueur des nouveaux tarifs suite à l'application de la formule de révision de prix par tout moyen à sa convenance, au plus tard un mois avant l'entrée en application des nouveaux tarifs. À ce courrier sont joints : une note indiquant les indices et valeurs pris en référence et le détail des calculs, et les nouvelles annexes à l'acte d'engagement. Après acceptation par l'administration, celles-ci se substitueront automatiquement aux précédentes sans qu'il soit nécessaire de conclure un avenant.

#### ARTICLE 8. CONDITIONS PARTICULIÈRES D'EXÉCUTION

---

##### 8.1. SOUS-TRAITANCE

La sous-traitance est interdite sous toutes ses formes dans le cadre du présent marché. En particulier, il ne sera fait appel à aucune société d'intérim pour la mise à disposition des personnels requis pour l'exécution du marché.

## 8.2. REPRÉSENTATION DES PARTIES

Le représentant du pouvoir adjudicateur est le directeur du GIP BULAC, M<sup>me</sup> Marie-Lise Tsagouria. Le service destinataire des prestations est la Direction technique du bâtiment (DTB), représentée par MM. Vincent Chagniot, directeur, et Sébastien Paulcan, adjoint.

La représentation du titulaire pour l'exécution du marché est conforme à l'article 3.4 du CCAG-FCS.

## 8.3. FORME DES NOTIFICATIONS ET INFORMATIONS

Conformément aux dispositions de l'article 3.1 du CCAG-FCS, la notification de décisions ou la communication d'informations peut se faire par voie électronique ou dématérialisée.

Le titulaire et l'administration s'informent mutuellement de la ou des adresses de courrier électronique permettant de joindre les personnels sur site et les personnes responsables du marché. Les courriels ne donnant pas lieu à un message d'erreur de la part du serveur destinataire seront réputés avoir été lus par leurs destinataires dans le délai d'un jour ouvré.

L'administration crée un compte spécifique pour le titulaire dans son application web de gestion de tickets d'incidents (GLPI-DTB). Les notifications envoyées par courrier par cette application ainsi que les informations recueillies et échangées par le biais de cette application seront réputées connues des personnes concernées dans un délai d'un jour ouvré.

## 8.4. DÉMARRAGE DE LA PRESTATION AU FORFAIT

La part du marché à prix global et forfaitaire débute le **1<sup>er</sup> janvier 2024**. Elle est éventuellement précédée de la commande de la prestation « Prise en main du site » figurant au BPU.

## 8.5. ÉMISSION DES BONS DE COMMANDE

L'administration peut à tout moment adresser un bon de commande au titulaire, établi sur la base des prix fixés au BPU. Le bon de commande est exécutoire dès sa réception par le titulaire.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'adresser les bons de commande par courrier électronique. Le titulaire pourra en accuser réception par le même moyen dans le délai de 24 heures à compter de sa réception.

Le cas échéant, si la prestation attendue ne figure pas au BPU, l'administration demandera au titulaire d'établir le devis correspondant, qui devra être présenté au plus tard deux (2) jours ouvrés après la demande. L'administration pourra émettre un bon de commande conforme à ce devis.

À titre exceptionnel et pour des situations d'urgence, l'administration pourra demander au titulaire la mise en place de prestations non prévues au forfait avant l'émission effective d'un bon de commande ; une telle demande serait régularisée dans les plus brefs délais (2 jours ouvrés maximum) et le montant concerné ne saurait excéder 1 000 € TTC.

## 8.6. CONTENU DU BON DE COMMANDE

Le bon de commande adressé au titulaire précise :

- l'établissement passant la commande (BULAC ou Inalco) ;
- la nature de la ou des prestations demandées ;
- le service destinataire ;
- la ou les dates ou périodes d'exécution ;
- le ou les lieux d'exécution de la ou des prestations ;
- la liste des matériels objets de la ou des prestations demandées ;
- le volume par type de matériel ;
- le nombre de journées de prestation nécessaires, tel qu'indiqué dans l'évaluation signée ;

- le ou les prix de chaque prestation, établis conformément aux dispositions de l'article 6 du présent CCAP.

#### 8.7. RÉSILIATION D'UN BON DE COMMANDE

La résiliation du bon de commande peut être prononcée dans les conditions prévues aux articles 38 et suivants du CCAG-FCS.

Si le titulaire peut prétendre, en application de l'article 38 du CCAG-FCS, à une indemnité de résiliation, son montant sera déterminé comme il est dit à l'article 42 du CCAG-FCS.

#### 8.8. PRESTATIONS SIMILAIRES

L'acheteur peut négocier avec le titulaire, sans publicité préalable ni mise en concurrence, un marché de prestations de services similaires en application de l'article R2122-7 du Code de la commande publique.

#### 8.9. MODIFICATIONS DU CONTRAT

Le marché pourrait, en cas de nécessité, être modifié par voie d'avenant dans les conditions prévues aux articles R2194-1 à R2194-10 du Code de la commande publique.

### ARTICLE 9. ATTESTATION D'EXÉCUTION, VÉRIFICATION ET ADMISSION

#### 9.1. VÉRIFICATION ET ADMISSION

Les opérations de vérification sont réalisées dans les conditions fixées aux articles 27 et suivants du CCAG-FCS. Ces opérations interviennent à l'issue de chaque période mensuelle pour la part au forfait du marché, et dès la fin de l'exécution de chaque prestation sur bon de commande.

À l'issue des opérations de vérification, le titulaire obtient du service destinataire un document attestant l'admission, sur lequel sont portées d'éventuelles réserves. Le titulaire doit obligatoirement joindre cette attestation d'admission à sa facture correspondante.

#### 9.2. PERTES ET AVARIES

En cas de perte ou d'avarie, les réserves doivent être confirmées ou émises par le service destinataire (dans l'hypothèse où elles n'ont pas été portées sur l'attestation d'admission) et doivent être notifiées dans un délai de trois jours ouvrables suivant l'exécution de la prestation, par lettre recommandée avec avis de réception adressée au titulaire.

Les opérations de vérification sont effectuées et la décision d'admission est prononcée par le service destinataire des prestations.

### ARTICLE 10. PÉNALITÉS

#### 10.1. PÉNALITÉS DE RETARD

Les pénalités de retard dans l'exécution des prestations sont appliquées conformément à l'article 14.1 du CCAG-FCS, sauf pour les dysfonctionnements listés ci-dessous et donnant lieu à l'application de pénalités forfaitaires.

#### 10.2. PÉNALITÉS POUR INFRACTIONS

Par dérogation à l'article 14 du CCAG-FCS, il est fait application dans les cas de dysfonctionnement ci-dessous des pénalités contractuelles forfaitaires suivantes :

| Nature du dysfonctionnement constaté par la DTB | Classe de pénalité | Pénalité |
|---|--------------------|----------|
|   |                    |          |

|  |   |                       |
|--|---|-----------------------|
| <b>Pénalités de classe 1</b>   |   |                       |
| P1.1 Agent en fonction, non présenté et non validé par la DTB (par occurrence)   | 1 | 200 €                 |
| P1.2 Comportement défaillant d'un agent, tenue ou comportement inapproprié, agressivité (par occurrence)   | 1 | 200 €                 |
| P1.3 Non mise en œuvre de consignes ponctuelles dans un délai de 3 heures (par occurrence)   | 1 | 200 €                 |
| P1.4 Tests mensuels non réalisés (par occurrence)  | 1 | 200 €                 |
| P1.5 Perte de badge des agents ou de clé (par occurrence)  | 1 | 200 €                 |
| P1.6 Ignorance manifeste par un agent SSIAP 1 du fonctionnement des installations de sécurité (par occurrence)   | 1 | 200 €                 |
| P1.7 Ronde non faite (par occurrence)  | 1 | 200 €                 |
| P1.8 Non-tenue du registre de sécurité (par jour constaté)   | 1 | 200 €                 |
| P1.9 Non-respect des fréquences de gammes de maintenance minimum (par occurrence)  | 1 | 200 €                 |
| P1.10 Sur un mois glissant : Trois occurrences de classe 1   |   | 1 000 €               |
| <b>Pénalités de classe 2</b>   |   |                       |
| P2.1 Retard, par jour constaté au-delà de la semaine prévue au CCTP, dans la transmission par le titulaire du document de reprise du personnel listant l'ensemble des agents (article 6.10). | 2 | 500 €                 |
| P2.2 Absence de relève d'agent ou retard de prise de service (par agent et par tranche de 10 minutes)  | 2 | 500 €                 |
| P2.3 Absence de tuilage pour formation en cas de remplacement de SSIAP 1, par jour constaté (6.9.2 du CCTP)  | 2 | 500 €                 |
| P2.4 Absence de présence du responsable secteur au tuilage d'un SSIAP, par demi-journée constatée (6.9.5 du CCTP)  | 2 | 500 €                 |
| P2.5 Ignorance manifeste du fonctionnement des installations de sécurité incendie par un SSIAP 2 (par occurrence)  | 2 | 500 €                 |
| P2.5 Sur un mois glissant : Trois occurrences de classe 2  |   | 3 000 €               |
| <b>Pénalités de classe 3</b>   |   |                       |
| P3.1 Levée de doute supérieure à 5 minutes entraînant un déclenchement de sirène intempestif et une évacuation du bâtiment aux heures d'ouverture au public (par occurrence)                 | 3 | 700 €                 |
| P3.2 Absence de tuilage / formation en cas de remplacement de SSIAP 2 / référent, par jour constaté (6.9.2 du CCTP)  | 3 | 700 €                 |
| P3.3 Ignorance manifeste du fonctionnement des installations de sécurité incendie par le référent du titulaire (par occurrence)  | 3 | 700 €                 |
| P3.4 Défaut de couverture ou de fonctionnement du PTI, compris les reports d'alarme de ligne téléphoniques prévus au CCTP (par jour constaté)  | 3 | 700 €                 |
| P3.5 Sur un mois glissant : Trois occurrences de classe 3  |   | 4 000 €               |
| <b>Autres</b>  |   |                       |
| P4.2 Perte d'un passe partiel du bâtiment mis à disposition du titulaire   |   | 4 000 €               |
| Sur une année glissante :<br>P4.1 3 occurrences de classe 3, ou<br>P4.2 6 occurrences de classe 2, ou<br>P4.3 10 occurrences de classe 1   |   | Résiliation du marché |

#### ARTICLE 11. RÉGLEMENTATION — NORMALISATION

Le titulaire déclare que les prestations objet du présent marché sont conformes aux réglementations et normes applicables à son domaine d'activité et en particulier à la norme NFS 61-933 Système de sécurité incendie (SSI).



Les normes et les spécifications techniques susvisées sont celles en vigueur à la date de signature de l'acte d'engagement par le titulaire. Le titulaire s'engage à communiquer à l'administration toute modification des normes en vigueur.

## ARTICLE 12. ASSURANCES

---

### 12.1. RESPONSABILITÉ GÉNÉRALE DU TITULAIRE

Dans le cadre de son activité, objet du présent marché, le titulaire atteste de sa couverture par la souscription d'une police d'assurance garantissant les conséquences pécuniaires de sa responsabilité civile susceptible d'être engagée pour les dommages matériels et corporels, hors ceux provoqués aux matériels objets d'un bon de commande, couverts par une assurance spécifique mentionnée ci-dessous.

Conformément à l'article 9.2 du CCAG-FCS, il s'engage, sur toute demande faite par l'administration par lettre recommandée avec avis de réception postal, ou en cas de modification des conditions de sa police d'assurance, à communiquer une attestation de souscription de la police d'assurance en cours de validité.

À défaut de production dans un délai de quinze jours ouvrés (comptés à partir de la réception de la demande), le marché pourra être résilié, conformément à l'article 41.1-f du CCAG-FCS, dans les conditions prévues à l'article 43 du CCAG-FCS.

### 12.2. RESPONSABILITÉ DU TITULAIRE À L'ÉGARD DES MATÉRIELS OBJETS D'UN BON DE COMMANDE

(Pour l'hypothèse où la prestation de service entraîne ou consiste en la manipulation de matériels.)

Le titulaire est responsable de la perte des matériels, hors cas de force majeure, et des avaries, autres que celles qui proviennent du vice propre de la chose ou de la force majeure.

Il assume en outre une obligation étendue de conseil.

La responsabilité du titulaire est limitée à la réparation du préjudice matériel résultant des pertes et avaries, sous la forme du versement d'une indemnité compensatrice.

Le montant de l'indemnisation maximale pour la totalité du matériel et par objet ou élément de matériel n'est pas limité en cas de dol ou de faute lourde du titulaire.

- Assurance dommage

Le titulaire doit disposer d'une assurance dommage à un coût figurant en annexe à la partie C de l'acte d'engagement. Cette assurance est destinée à garantir les matériels contre les cas de force majeure et les vices propres de la chose.

Les montants maximaux d'indemnisation sont ceux de l'assurance mentionnée sur le bon de commande (de base ou sur la valeur).

- Attestation d'assurance

Le titulaire s'engage, sur toute demande faite par les services de l'administration, en recommandé avec avis de réception, à communiquer une attestation de souscription de l'assurance en cours de validité. À défaut de production dans un délai de quinze jours ouvrés (comptés à partir de la réception de la demande), le marché pourra être résilié, conformément à l'article 41.1 f) du CCAG-FCS, dans les conditions prévues à l'article 43 du CCAG-FCS.

## ARTICLE 13. PROTECTION DE LA MAIN-D'ŒUVRE ET CONDITIONS DE TRAVAIL

---

Le titulaire fournira spontanément six mois après la notification du marché, puis tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les pièces prévues aux articles D8222-5 ou D8222-7 et D8222-8 du Code du travail.

En application de l'article 6 du CCAG-FCS, le titulaire fournira, sur simple demande du pouvoir adjudicateur, toutes autres déclarations et tous certificats attestant de l'emploi de main-d'œuvre dans des conditions régulières.

Faute de satisfaire à ces obligations, le titulaire s'expose à la résiliation par sa faute du marché, selon les modalités des articles 38 et 41.1 a) du CCAG-FCS.

#### ARTICLE 14. MODALITÉS DE RÈGLEMENT

---

##### 14.1. CALENDRIER DE PAIEMENTS

Le marché est un marché annuel, donnant lieu au règlement d'acomptes mensuels. Son montant donne droit au versement d'une avance.

##### 14.2. AVANCE

Sauf renonciation du titulaire exprimée à l'acte d'engagement, une avance est accordée au titulaire, conformément aux dispositions des articles R2191-3 à R21991-12 et R2191-15 du Code de la commande publique, notamment pour ce qui est de ses modalités de calcul et de remboursement.

##### 14.3. ACOMPTES

Le calendrier de règlement de la prestation forfaitaire est mensuel. À chaque mois de prestation effectuée, le titulaire peut présenter une demande de paiement en vue de bénéficier d'un acompte sur le règlement définitif du marché.

##### 14.4. RETENUE DE GARANTIE

Sans objet.

##### 14.5. DEMANDES DE PAIEMENT POUR LES PRESTATIONS

Le présent marché est passé dans le cadre de la convention de groupement de commandes établie entre le GIP BULAC et l'Inalco. Le coordonnateur du marché est la BULAC, qui en assure la passation et la signature. Son exécution est assurée par la Direction technique du bâtiment, service commun aux deux établissements, et son règlement par chaque établissement pour la part qui lui revient.

Les demandes de paiement concernant la partie forfaitaire de la prestation sont réparties à parts égales entre les deux établissements bénéficiaires des prestations. Les factures sont adressées séparément à chacun d'entre eux pour 50 % du montant à régler.

Les demandes de paiement concernant les bons de commande sont à adresser à l'établissement ayant passé la commande.

Les adresses de facturation des deux établissements sont :

###### GIP BULAC

Gestion des ressources financières  
65 rue des Grands Moulins  
75013 PARIS

SIRET 187 512 702 00049

###### Inalco



Direction du budget et de la commande publique  
65 rue des Grands Moulins  
75013 PARIS

SIRET 197 534 886 00092

Code service CHORUS : DBCP

Le titulaire ainsi que, le cas échéant, ses cotraitants et ses sous-traitants, doivent transmettre leurs demandes de paiement sur le portail mutualisé de l'État Chorus Pro.

La documentation destinée aux fournisseurs est consultable aux adresses suivantes :

|                    |  Français  |  English   |
|--------------------|---|---|
| Aide générale      | <a href="https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/emetteur-de-factures-electroniques/">https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/emetteur-de-factures-electroniques/</a>   | <a href="https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/electronic-invoice-issuer/?lang=en">https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/electronic-invoice-issuer/?lang=en</a>   |
| Création de compte | <a href="https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/documentation/creer-un-compte-utilisateur-et-sauthentifier/">https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/documentation/creer-un-compte-utilisateur-et-sauthentifier/</a> | <a href="https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/documentation/create-and-authenticate-a-user-account/?lang=en">https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/documentation/create-and-authenticate-a-user-account/?lang=en</a> |
| Envoi de facture   | <a href="https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/documentation/deposer-une-facture-unitaire-ou-par-lot-2/">https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/documentation/deposer-une-facture-unitaire-ou-par-lot-2/</a>       | <a href="https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/documentation/submit-a-unit-or-batch-invoice/?lang=en">https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/documentation/submit-a-unit-or-batch-invoice/?lang=en</a>                 |

La facture est établie en euros (€), unité monétaire retenue pour le présent contrat.

Toute demande de paiement est effectuée après l'admission des prestations correspondantes. La facture correspondante est accompagnée d'un exemplaire du bon de commande le cas échéant et du document prévu à l'article 9, « Vérification et admission », du présent CCAP.

Au cas où une partie des prestations n'aurait pas été réalisée, l'administration se réserve la possibilité d'en précompter automatiquement le montant sur le ou les prochains paiements.

Elle porte les mentions suivantes :

- La date d'émission de la facture,
- Le numéro de la facture,
- Le n° d'engagement juridique (EJ) communiqué par le service des ressources financières de la BULAC [ressources-financieres@bulac.fr](mailto:ressources-financieres@bulac.fr) après la notification du marché,
- La date de la livraison des fournitures ou de la fin d'exécution de la prestation,
- L'identité de l'acheteur (GIP BULAC, SIRET 187 512 702 00049 ou Inalco, SIRET 197 534 886 00092),
- L'identité du fournisseur (nom et adresse),
- Les coordonnées du compte bancaire ou postal du fournisseur,
- Un décompte détaillé de chaque prestation et produit fourni,
- Le prix unitaire des produits vendus ou le taux horaire des services fournis, hors TVA,
- La majoration éventuelle de prix (frais de transport ou d'emballage par exemple),
- Le ou les taux de TVA applicables et le montant de TVA correspondant,
- Les rabais, ristournes, remises, appliqués,
- La somme totale à payer hors taxe (HT) et toutes taxes comprises (TTC).

La demande de paiement doit impérativement préciser la date, ou la période, d'exécution de la prestation.

#### 14.6. PAIEMENT

Le paiement s'effectue conformément aux dispositions des articles R2192-10 à R2192-37 du Code de la commande publique.

Il intervient dans un délai maximum de 30 jours à compter de la réception de la demande de paiement. Ce délai démarre au plus tôt le lendemain de la fin de l'exécution de la période concernée par la demande de paiement.

Le paiement est effectué par virement en euros, au compte ouvert au nom du titulaire mentionné en partie B de l'acte d'engagement.

L'ordonnateur chargé d'émettre le titre de paiement est le directeur du GIP BULAC ou le président de l'Inalco.

Le comptable assignataire chargé du paiement est l'agent comptable du GIP BULAC ou l'agent comptable de l'Inalco.

#### 14.7. RETARD DE PAIEMENT

Le dépassement du délai global de paiement ouvre de plein droit et sans autre formalité, le bénéfice d'intérêts moratoires à compter du jour suivant l'expiration du délai global et jusqu'à la date de mise en paiement du principal et d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement.

Le montant des intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire est calculé conformément aux articles R2192-31 à R2192-36 du Code de la commande publique.

#### 14.8. STIPULATIONS APPLICABLES AUX GROUPEMENTS

Si l'exécution du marché est confiée à un groupement momentané d'entreprises, le destinataire de tous les bons de commande est le mandataire du groupement tel qu'identifié en annexe à la partie C de l'acte d'engagement.

Le mandataire accuse réception de la commande et indique par retour à la personne publique qui, du mandataire ou de chaque cotraitant désigné en annexe à la partie C de l'acte d'engagement, a été désigné par le groupement pour assurer l'exécution des prestations objet du bon de commande.

Dans le cas où le mandataire n'effectuerait pas cette formalité dans un délai de dix jours ouvrés à compter de la date d'émission du bon de commande, il sera considéré que l'exécution des prestations est assurée par le mandataire.

Les acomptes prévus à l'article 14.3 du présent CCAP sont versés au membre du groupement exécutant les prestations objet de l'acompte, identifié dans les conditions décrites ci-dessus (si groupement conjoint) ou, à défaut, au mandataire (si groupement solidaire).

#### ARTICLE 15. CESSION OU NANTISSEMENT

---

Les créances nées ou à naître concernant le présent marché peuvent être cédées ou nanties conformément aux dispositions des articles R2191-45 à R2191-63 du Code de la commande publique.

En cas de sous-traitance, le présent marché ne peut être nanti qu'à hauteur des prestations exécutées par le titulaire.

La personne habilitée à fournir les renseignements mentionnés à l'article R2191-60 et R2191-61 du Code de la commande publique est le représentant habilité du pouvoir adjudicateur.

#### ARTICLE 16. STIPULATIONS RELATIVES À L'APPLICATION DES CONDITIONS GÉNÉRALES DE VENTE DU TITULAIRE

---

Les conditions générales de vente du titulaire ne sont pas applicables au présent marché, les montants maximaux d'indemnisation pour préjudices étant mentionnés comme il est dit à l'article 12 du présent cahier des clauses administratives particulières.

#### ARTICLE 17. RÉSILIATION DU MARCHÉ

---

Sous réserve des dispositions de l'article 5 du présent CCAP, les modalités de résiliation du présent marché sont celles des articles 38 à 45 du CCAG-FCS. La résiliation peut être prononcée aux frais et risques du titulaire.

En cas de résiliation, un décompte de résiliation sera établi dans les conditions de l'article 43 du CCAG-FCS.

#### ARTICLE 18. LITIGES

---

En cas de litiges résultant de l'application des clauses du présent CCAP, la loi française est seule applicable.

La procédure à suivre par le titulaire en cas de différend avec le pouvoir adjudicateur est celle exposée au seul article 46 du CCAG-FCS.

Le tribunal compétent est le tribunal administratif dans le ressort duquel se situe le siège du GIP BULAC.

#### **ARTICLE 19. DÉROGATION AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX**

---

Il est dérogé aux articles 4, 38 et 14 du CCAG-FCS par respectivement les articles 4, 5 et 10 du présent CCAP.